

**MAIRIE DE
BARENTIN**

**TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE AU NOM DE LA COMMUNE**

| | | |
|--|---|---|
| Demande de transfert de permis de construire déposée le 20/03/2025 et affichée le 20/03/2025 | | N° PC 076 057 24 C0024 T01 2025 / 163 |
| Par : | SCCV ANANAS ROUEN DROITE 2 SCCV CO-COON MRN | Destination : Logement |
| Demeurant à : | 105 B Allée François Mitterrand Hangar 105 Bis 76100 ROUEN | |
| Représenté par : | ZOLLI Camille | |
| Nature des Travaux : | Construction de 2 bâtiments: Une résidence séniors de 75 appartements sur le site Zola Un immeuble collectifs de 61 logements sur le site Ferry | |
| Adresse du terrain : | Rue Emile Zola 76360 BARENTIN | |
| Références cadastrales : | AN0170, AN0434, AN0519, AN0851 | |

LE MAIRE DE LA COMMUNE BARENTIN

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L421-1 à L426-1 et R421-1 à R425-31;
 VU l'arrêté du 28/01/2025 ayant accordé le permis de construire n°076 057 24 c0024 à la SCCV ANANAS Rouen Droite et à la SCCV COCOON représentés tout deux par M. ZOLLI Camille domicilié Hangar 105Bis - 105b allée François Mitterrand.
 VU la demande de transfert de permis de construire présentée le 20/03/2025 par la SCCV ANANAS Rouen Droite 2 et à la SCCV CO-COON MRN représentés par M. ZOLLI Camille domicilié Hangar 105Bis - 105b allée François Mitterrand.

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté de permis de construire délivré l28/01/2025 visé ci-dessus, EST TRANSFERE, au nom de la SCCV ANANAS Rouen Droite 2 et à la SCCV CO-COON MRN représentée par M. ZOLLI Camille domicilié Hangar 105Bis - 105b allée François Mitterrand.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est et demeurera annexé à l'arrêté de permis de construire d'origine dont les droits et obligations, prescriptions, taxes et/ou participations, délai de validité, restent inchangés.

A BARENTIN , le **03 AVR. 2025**

Le Maire,

Christophe BOUILLON
 Maire de Barentin
 P. Le Maire,
 l'Adjoint délégué
 aux affaires générales
Baptiste DETALMINIL



Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire:

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

DUREE DE VALIDITE : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande de son bénéficiaire présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROIT DES TIERS : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.